

Op de voordracht van de Minister van Begroting;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding :

- 1°) in paragraaf 1, worden de woorden “3.100 euro” vervangen door de woorden “6.000 euro”;
- 2°) wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Bij de aanwijzing van een gedecentraliseerde thesaurier, op verantwoording van een ordonnateur, kan de Minister van Begroting hem uitzonderlijk toelaten sommige werkingsuitgaven te betalen op andere groepen van de economische classificatie dan deze die bij § 1 vermeld zijn.”.

3° Paragraaf 3 wordt paragraaf 4.

Art. 2. In artikel 27, § 2, 2°, van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« De datum van de juridische vastlegging wordt bepaald door de datum waarop een verbintenis onomkeerbaar ten laste van de begroting is geworden.”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt;

Art. 4. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting,
A. ANTOINE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207024]

28 NOVEMBRE 2013. — Décret visant à limiter strictement la publication et la diffusion sous format papier des rapports annuels des services publics et des organismes d'intérêt public de la Région wallonne dans un souci environnemental et de bonne gestion budgétaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par organisme d'intérêt public les institutions ou organismes visés :

- 1° à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;
- 2° à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;
- 3° aux articles 3 et 4 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information;
- 4° à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;
- 5° à l'article 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;
- 6° à l'article 2 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;
- 7° à l'article 1^{er} du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat en service à gestion séparée;
- 8° par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale, confirmé par le décret du 1^{er} décembre 2011 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale;
- 9° à l'article 5 du décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée;
- 10° à l'article 1^{er} du décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne;
- 11° à l'article 4 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne;
- 12° à l'article 2 du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;
- 13° aux articles 43, 51 et 51^{ter} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;
- 14° à l'article 15 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme;
- 15° à l'article 36 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;
- 16° par le décret du 14 novembre 2001 relatif à certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, instaurant la rédaction d'un rapport annuel d'activités;
- 17° aux articles 217 et 482 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- 18° à l'article 9 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne (ISSeP), tel que modifié par le décret du 9 avril 1998;
- 19° aux articles 2 et 8 du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

20° à l'article 1^{er} du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme;

21° à l'article 2 de l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne;

22° à l'article 1^{er} de l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

23° à l'article L1512-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

24° à l'article 130 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

25° à l'article 3 de la loi du 2 juin 1998 portant création d'un centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles;

26° à l'article 1^{er} de l'accord de coopération du 15 janvier 1993 portant création d'un comité consultatif de bioéthique;

27° à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration;

28° à l'article 1^{er} de l'accord de coopération du 19 septembre 2005 portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant;

29° à l'article 43 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique;

30° à l'article 11 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

31° à l'article 4 de l'accord de coopération du 5 mai 1998 relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté;

32° aux articles D236 et R16 du Code de l'Eau.

33° à l'article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 23 juillet 2012 entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune au sens de l'article 92bis de la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Les rapports d'activités ou les rapports de gestion des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} sont publiés et diffusés sous format électronique. Ils sont mis en ligne sur le site internet de ces services et organismes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces rapports peuvent être communiqués par écrit, pour des motifs légaux ou sur simple demande, à toute personne intéressée.

Le Gouvernement wallon fixe les modalités d'application quant à la mise en œuvre effective de ces mesures.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) Session 2012-2013.

Documents du Parlement wallon, 844 (2013-2014). N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 novembre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207024]

28. NOVEMBER 2013 — Dekret zur strikten Einschränkung der Veröffentlichung und Verbreitung in Papierform der Tätigkeitsberichte der öffentlichen Dienststellen und der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region aus Gründen des Umweltbewusstseins und der verantwortungsvollen Haushaltsführung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten als Einrichtungen öffentlichen Interesses die Institutionen oder Einrichtungen, die angeführt werden :

1° in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

2° in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten;

3° in den Artikeln 3 und 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen;

4° in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten;

5° in Artikel 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion;

6° in Artikel 2 des Rahmendekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten;

7° in Artikel 1 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung;

8° in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011 zur Kodifizierung der Gesetzgebung in den Bereichen Gesundheit und soziale Maßnahmen, bestätigt durch das Dekret vom 1. Dezember 2011 zur Bestätigung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011 zur Kodifizierung der Gesetzgebung in den Bereichen Gesundheit und soziale Maßnahmen;

9° in Artikel 5 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten;

10° in Artikel 1 Dekrets vom 8. Juni 2001 zur Einsetzung einer unabhängigen Behörde, beauftragt mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region hervorgerufenen Lärmbelästigung;

11° in Artikel 4 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zur gewähren;

12° in Artikel 2 Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des "Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques" (Orientierungs- und Bewertungsausschuss für agronomische Forschungen);

13° in den Artikeln 43, 51 und 51^{ter} des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

14° in Artikel 15 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Organisation des Tourismus;

15° in Artikel 36 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

16° in dem Dekret vom 14. November 2001 über gewisse Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, zur Einführung der Abfassung eines jährlichen Tätigkeitsberichts;

17° in den Artikeln 217 und 482 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie

18° in Artikel 9 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public (ISSeP)" in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998;

19° in den Artikeln 2 und 8 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik);

20° in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Juli 1991 über die Förderung des Tourismus;

21° in Artikel 2 des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

22° in Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

23° in Artikel L1512-3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

24° in Artikel 130 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

25° in Artikel 3 des Gesetzes vom 2. Juni 1998 zur Einrichtung eines Informations- und Beratungszentrums über die schädlichen sektiererischen Organisationen;

26° in Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Januar 1993 zur Einsetzung eines Beratenden Ausschusses für Bioethik;

27° in Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung;

28° in Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. September 2005 zur Errichtung einer nationalen Kommission für die Rechte des Kindes;

29° in Artikel 43 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe, Wohnungswesen und öffentlicher Dienst;

30° in Artikel 11 des Dekrets vom 1. April 2004 über das integrierte System für sozialberufliche Eingliederung;

31° in Artikel 4 des Kooperationsabkommens vom 5. Mai 1998 über die Kontinuität der Politik im Bereich Armut;

32° in den Artikeln D236 und R16 des Wassergesetzbuches;

33° in Artikel 2, § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Juli 2012 zwischen der Föderalbehörde, den Regionen und den Gemeinschaften zur Schaffung eines Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Art. 2 - Die Tätigkeitsberichte oder die Geschäftsberichte der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der in Artikel 1 angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses werden in elektronischem Format veröffentlicht und verbreitet. Sie werden auf den Internetseiten dieser Dienststellen und Einrichtungen zur Verfügung gestellt.

In Abweichung von Absatz 1 können diese Berichte aus gesetzlichen Gründen oder auf einfache Anfrage hin jeder Person, die ein Interesse daran hat, schriftlich übermittelt werden.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen für eine wirkungsvolle Umsetzung dieser Maßnahmen.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 844 (2013-2014). Nr. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207024]

28 NOVEMBER 2013. — Decreet tot strikte beperking van de bekendmaking en de verspreiding op papieren drager van de jaarlijkse verslagen van de openbare diensten en van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest uit zorg voor het leefmilieu en voor een goed budgettair beheer (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder instelling van openbaar nut, de instellingen of organen bedoeld :

1° in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

2° in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking;

- 4° in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;
- 5° in artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;
- 6° in artikel 2 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;
- 7° in artikel 1 van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer;
- 8° bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011 houdende codificatie van de wetgeving over de gezondheid en de sociale actie, bevestigd door het decreet van 1 december 2011 houdende bevestiging van het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011 houdende codificatie van de wetgeving over de gezondheid en de sociale actie;
- 9° in artikel 5 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit;
- 10° in artikel 1 van het decreet van 8 juni houdende instelling van een onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest;
- 11° in artikel 4 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;
- 12° in artikel 2 van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek;
- 13° in de artikelen 43, 51 en 51ter van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- 14° in artikel 15 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme;
- 15° in artikel 36 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- 16° bij het decreet van 14 november 2001 betreffende bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tot instelling van een jaarlijks activiteitenverslag;
- 17° in de artikelen 217 en 482 van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie;
- 18° in artikel 9 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" (ISSeP) (Openbaar wetenschappelijk instituut) in het Waalse Gewest, zoals gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998;
- 19° in de artikelen 2 en 8 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek);
- 20° in artikel 1 van het decreet van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme;
- 21° in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 3 februari 2011, tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;
- 22° in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";
- 23° in artikel L1512-3 van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;
- 24° in artikel 130 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;
- 25° in artikel 3 van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties;
- 26° in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 15 januari 1993 houdende oprichting van een Raadgevend Comité voor bio-ethiek;
- 27° in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur;
- 28° in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 19 september 2005 inzake de oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind;
- 29° in artikel 43 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;
- 30° in artikel 11 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;
- 31° in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 5 mei 1998 tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de besteding van het armoedebeleid;
- 32° in de artikelen D236 en R16 van het Waterwetboek;
- 33° in artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.
- Art. 2.** De activiteiten- of beheersverslagen van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 worden elektronisch bekendgemaakt en verspreid. Ze zijn beschikbaar op de website van die diensten en instellingen.

In afwijking van het eerste lid kunnen die verslagen om wettelijke redenen of op gewoon verzoek schriftelijk meegedeeld worden aan elke betrokken persoon.

De Waalse Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten wat betreft de werkelijke uitvoering van die maatregelen.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 844 (2013-2014). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207025]

28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les articles 21, 23, 37, 38, 46, 47 et 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'avis n° 54.264/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'entité définie à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret du 15 décembre 2011 : décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon;

2° arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 : arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale;

3° Ministre de la Fonction publique : le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

4° SPW : Service public de Wallonie, à savoir les services d'administration générale de la Région wallonne;

5° services du budget et des finances : SPW - Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication - Départements du Budget, de la Comptabilité et de la Trésorerie;

6° autorité responsable : toute autorité, hiérarchique ou non, qui a mission pour opérer une vérification d'opérations comptables, budgétaires, financières ou patrimoniales;

7° unité de contrôle des engagements : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des engagements;

8° unité de contrôle des liquidations : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des liquidations;

9° unité de l'inspection des trésoriers décentralisés : unité visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 qui est chargée au sein des services du budget et des finances de l'inspection des trésoriers décentralisés;